

L'hon. M. PEARSON: Tout ce que je puis dire, c'est que nos rapports ne sont pas tout à fait aussi déprimants que celui-là.

M. STICK: Il dit que la situation est horrible.

M. COLDWELL: Il semble exister une divergence d'opinion assez marquée chez certaines gens aux États-Unis et à Londres au sujet du statut de l'Espagne dans l'ensemble de cette région. Quelles sont les vues du gouvernement canadien à ce sujet? Est-ce que nous tenons ferme, comme je l'espère, pour refuser la reconnaissance du régime Franco, qui s'est si étroitement identifié avec celui des Nazis et des Fascistes durant la guerre?

L'hon. M. PEARSON: Ma foi, nous restons sur nos positions. Il ne s'est produit aucun changement dans notre ligne de conduite, sauf en ce qui a trait à la nomination d'un commissaire du commerce, ce qui n'est pas une nomination diplomatique. Le docteur Gauthier m'a demandé de faire une déclaration au sujet de l'Espagne aujourd'hui. Il m'a dit ensuite qu'il serait absent et il m'a demandé de remettre ma déclaration jusqu'à ce qu'il soit présent.

M. FLEMING: Nous pourrions l'entendre à la prochaine séance.

L'hon. M. PEARSON: Ma déclaration comportera peu de chose.

M. COLDWELL: Voilà qui fera notre affaire.

M. DICKEY: Quelle est la situation? Je constate que M. Coldwell a employé l'expression "reconnaissance". Nous reconnaissons actuellement le gouvernement espagnol.

L'hon. M. PEARSON: Oui, nous reconnaissons le gouvernement espagnol depuis 1939. Nous n'avons aucune représentation diplomatique en Espagne.

M. COLDWELL: C'est ce que je voulais dire.

L'hon. M. PEARSON: Il y a bien des pays où nous n'avons aucune représentation diplomatique. Nous ne sommes pas représentés diplomatiquement dans plus de la moitié des pays du monde.

M. Low: Mais vous avez un représentant commercial en Espagne?

L'hon. M. PEARSON: Oui.

M. FLEMING: Pourriez-vous nous dire si quelque modification a été apportée à vos projets de représentation diplomatique dans les capitales où nous ne sommes pas actuellement représentés? Nous avons quelque peu débattu cette question en Comité, il y a quatre ou cinq mois, et vous avez fait remarquer qu'une certaine pression était exercée sur le Canada pour l'amener à établir des relations diplomatiques avec certains pays.

L'hon. M. PEARSON: Oui, on nous presse, et le Ministère disposait de plans destinés à étendre notre représentation diplomatique à certains pays où nous estimions que le Canada aurait intérêt à se faire représenter, mais nos projets furent contrecarrés par le Conseil du trésor. Vous me croirez si vous voulez, mais nous n'avons pas pu obtenir les fonds nécessaires. Néanmoins, nous avons fait inclure dans notre budget un montant qui nous permettra d'inaugurer des bureaux dans deux pays ainsi qu'un nouveau consulat.

M. FLEMING: Pouvez-vous préciser davantage?

Le PRÉSIDENT: Si vous n'y voyez pas d'objection, il serait peut-être préférable de parler de ce sujet lorsque nous aborderons le poste en question.

M. FLEMING: Cela me convient.